



Intervention du SG de la FNEC FP-FO, avant le départ de la manifestation parisienne lors de la grève interprofessionnelle du 27 janvier

Jeudi 13 janvier, la grève en raz-de-marée dans l'Education nationale a vu tous les personnels de ce ministère se dresser contre le chaos organisé par Blanquer.

Nous n'avons pas fait grève contre un virus. On a fait grève parce qu'on en a assez des mesures prises par ce gouvernement : Assez d'être entravés dans notre travail. Assez du chaos ! Assez d'être mal payés !

Jeudi 13 janvier, il s'est passé à l'Ecole la même révolte qu'à l'hôpital au sortir du 1^{er} confinement.

Comme à l'hôpital public, la crise sanitaire n'a été que le révélateur du manque de moyens donnés à l'Ecole.

Il n'y a pas d'incompétence de la part du gouvernement, il y a une volonté de ne pas créer les postes, alors même que des milliers de classes sont fermées par manque de remplaçants, et que le ministère appelle des retraités, des étudiants Bac +2 et des mères de familles.

Quel mépris pour les personnels ! Quel mépris pour les élèves et leurs parents !

Pendant la crise, des centaines de milliards ont été lâchés pour les entreprises et rien, pas un kopeck pour l'école !

Pire que ça : chaque année Blanquer rend des dizaines de millions du budget : Ces millions qui ont été votés par le Parlement, il nous les vole, à nous, aux élèves, aux parents !

Jeudi 13 janvier, avec leurs syndicats, les personnels ont dit : trop c'est trop !

Pourtant, le même jour, le Président Macron tenait ces propos lors de la conférence des Présidents d'Université : *« On ne peut pas rester dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants. »*

De même qu'il rend les malades responsables du chaos à l'hôpital, il accuse les étudiants d'être fauteurs de la maladie budgétaire de l'université. Et parmi eux, Macron dénonce les boursiers !

Les déclarations de Macron viennent parachever une suite d'attaques frontales contre l'Ecole et l'université : Parcoursup, destruction du Baccalauréat, Ecole des territoires en lieu et place de l'Ecole de la République, suppression de milliers de postes...

Ils ont profité à fond de la crise sanitaire, pour accélérer la destruction de l'Ecole. Il a imposé les cours à distance. Ils ont vidé les facs, ils ont vidé les écoles.

L'Ecole, c'est le droit à l'instruction, ce sont les diplômes. Les diplômes, ce sont les qualifications, c'est le droit à un vrai salaire. Voilà ce que MM. Macron et Blanquer veulent casser. Il faut les arrêter !

Les personnels de l'EN sont en grève aujourd'hui parce que les annonces du gouvernement sont loin d'être à la hauteur de ce qui s'est exprimé le 13 janvier.

Quelques miettes de créations de postes, avec surtout : encore plus de contrats précaires dans les écoles.

Et enfin, RIEN sur les salaires des personnels qui sont au plus bas !

Blanquer emploie des dizaines de milliers d'AESH, qu'il maintient sous le seuil de pauvreté. Depuis des mois ils sont mobilisés pour exiger un vrai statut, un vrai salaire !

Mais Blanquer, Castex et Macron sont visiblement inquiets de la tournure des événements. Nous avons ouvert une brèche : alors le combat doit continuer !

Aujourd'hui nous sommes aux côtés des salariés du public et du privé parce que nous subissons tous les mêmes attaques de la part du gouvernement et du patronat. Nul doute que les discussions vont se poursuivre dès demain dans les entreprises, dans nos hôpitaux, dans nos écoles, avec nos syndicats, pour discuter de l'action commune pour nos revendications :

Pour l'augmentation générale des salaires et des pensions, les conditions de travail, les postes, la défense des services publics, de l'école, de nos hôpitaux.

Elections présidentielles ou pas, il n'y a pas de trêve pour les revendications !